



**Actualité économique**   Coronavirus : la crise financière   Coronavirus : les entr

Economie Appliquée

## Comment mieux gérer l'argent public : un casse-tête ou une utopie?

Comment s'assurer de la bonne utilisation des deniers de l'Etat. C'était l'objectif de la LOLF votée il y a 20 ans. Objectif raté selon l'économiste François Ecalle qui tient la plume cette semaine de la chronique de la Société d'Economie Politique.



Q Recherche



Profitez de tous les articles de notre service Economie en illimité

**OFFRE SPÉCIALE**

2 mois pour 1€ seulement Sans Engagement

Je m'abonne

Soumettre

1/3

La loi organique relative aux lois de finances (LOLF) aura 20 ans le 1er août 2021. A l'aube de cet anniversaire, dressons le bilan. Il faut reconnaître qu'il est très décevant.

Votée à l'unanimité, ses trois principaux objectifs étaient : un renforcement du rôle budgétaire du Parlement ; un enrichissement de l'information budgétaire et comptable ; la mise en place de procédures budgétaires permettant d'améliorer les "performances" de la gestion de l'Etat.



**La Loupe, le podcast**

Nouveau | Ecoutez l'info de plus près  
Le matin, dès 6h

Je découvre gratuitement



**Recherche**

**L'EXPRESS****Profitez de tous les articles de notre service Economie en illimité****OFFRE SPÉCIALE**

2 mois pour 1€ seulement Sans Engagement

[Je m'abonne](#)

associés à des objectifs fixes dans des projets annuels de performance .

**LIRE AUSSI>> Respirez, le retour de l'inflation, ce n'est pas pour tout de suite**

!

Les contrôles a priori sur l'utilisation des crédits ont été allégés, mais ils subsistent et les crédits délégués aux responsables territoriaux restent trop souvent fléchés vers une affectation précise.

Les "responsables" de programmes budgétaires ne maîtrisent pas, ou insuffisamment, les dépenses fiscales. La visibilité de ces "responsables" sur les crédits dont ils peuvent disposer à un horizon pluriannuel est faible et, jusqu'à 2018, elle était même limitée à l'horizon des prochains mois. En effet, les gouvernements faisaient voter par le Parlement des lois de finances peu sincères, ce qui obligeait le ministère du budget à geler des crédits pour les annuler ou les redéployer en cours d'exécution vers les programmes qui en avaient vraiment besoin.

Les projets et rapports annuels de performance (PAP et RAP), avec leurs centaines d'objectifs et d'indicateurs, ont un faible impact sur la gestion publique et ont très peu contribué à améliorer les performances de l'Etat.

**Q Recherche****L'EXPRESS**



Profitez de tous les articles de notre service Economie en illimité

**OFFRE SPÉCIALE**

2 mois pour 1€ seulement Sans Engagement

Je m'abonne

l'Etat qui fait obstacle à la coordination des services dans les territoires. Cette contradiction ne pourrait être levée qu'en décentralisant plus largement la gestion des dépenses publiques aux collectivités locales tout en les soumettant à une contrainte budgétaire stricte.

### Sur le même sujet



**Jeunesse : Voyons encore plus grand que le revenu d'engagement...**



**Systeme**

Enfin, je crains finalement que la rationalisation des choix budgétaires ne soit une utopie bureaucratique. La "nouvelle gestion publique" a déçu dans beaucoup de pays et ne sera jamais suffisamment rationnelle et efficace, parce que c'est trop difficile. Il faut donc surtout que les interventions de l'Etat se limitent au strict nécessaire, ce qui n'est pas le cas en France et nous distingue le plus des autres pays.

Q Recherche